

L'Humanité



rouge

Prolétaires de tous les pays,
unissez-vous!

QUOTIDIEN DES COMMUNISTES MARXISTES-LÉNINISTES DE FRANCE

mercredi
5 janvier 1977

No 598

1,50 F

B.P. 61
75861 Paris Cedex 18
CCP 30 226 72
La Source

Commission paritaire
No 57952

Le responsable palestinien de la «librairie arabe» assassiné à Paris lundi soir

SIONISTES FASCISTES ET ASSASSINS

Lundi soir peu après 20 h alors qu'il sortait de la «librairie arabe» (2 rue St Victor) qu'il dirigeait le militant palestinien Mahmoud Saleh a été abattu de plusieurs balles de revolver.

Déjà dans la nuit du 12 au 13 janvier 1976 un commando de sionistes avait attaqué cette librairie à coups de «cocktails Molotov» causant pour plus de 150 000 F de dégâts. C'est seulement après plusieurs mois de réparations et d'efforts que la librairie venait de rouvrir.

Cet attentat fait suite à une longue série de crimes perpétrés par les sionistes israéliens et leurs laquais contre des combattants de la résistance palestinienne, représentants officiels ou officieux de l'OLP dans divers pays étrangers. A Paris, il y a déjà plus de quatre ans, le 8 décembre 1972, Mahmoud Hamchari était assassiné chez lui au moyen d'une bombe perfectionnée et télécommandée à distance, ce qui prouve la participation directe des services secrets israéliens à l'attentat.

Mahmoud Hamchari était à l'époque le représentant à Paris de l'OLP. Celui qui allait lui succéder, Ezzedine

Kalak, recevait à la même époque une lettre piégée. Le 5 avril 1973 un autre militant palestinien à Paris, le Docteur Basil El Kubasi était abattu à coups de revolver en sortant de son hôtel dans le 9^e arrondissement. Le 26 juin de la même année c'était le tour

bombe télécommandée, placée dans sa voiture.

Cette longue suite d'attentats et de crimes est restée jusqu'à présent impunie. Aucune trace des auteurs, aucune poursuite, aucune condamnation. L'activité des terroristes envoyés directement par les fascistes



Il y a 4 ans, Mahmoud Hamchari, notre frère arabe, délégué en France de l'Organisation de Libération de la Palestine, était victime du fascisme israélien.

d'un algérien, militant de la cause palestinienne lui aussi, Mahmoud Bardia qui était assassiné au moyen d'une

israéliens ou payés par eux peut s'exercer ainsi impunément à l'étranger sans que les milieux dirigeants en

France lèvent le petit doigt pour s'y opposer.

Bien au contraire, la presse bourgeoise et les divers moyens d'information poursuivent leur propagande consistant à faire passer l'État fantoche, raciste et colonialiste d'Israël pour un pays agressé.

Par exemple l'énorme publicité faite autour du film et du livre sur le «raid d'Entébbé» a pour unique objet de camoufler un acte de piraterie internationale, et une agression caractérisée comme un haut fait d'armes digne d'éloges. La cause palestinienne est juste, inévitablement le peuple palestinien récupérera la totalité de sa terre s'il persévère dans la voie de la lutte armée contre les agresseurs et les occupants sionistes. Ni le terrorisme, ni les persécutions et le fascisme ne viendront à bout d'un peuple qui a déjà progressé considérablement dans la voie de la libération totale de son pays.

Le sang des victimes palestiniennes réclame vengeance, les marxistes-léninistes et tous les amis du peuple palestinien en France sauront répliquer comme il se doit à ce nouveau crime sioniste. Palestine vaincra!

Non-lieu dans l'affaire du «Canard Enchaîné»

LA LEGALITE POLICIERE

Le juge d'instruction du tribunal de Paris vient de prononcer un non-lieu dans l'affaire du «Canard Enchaîné», c'est à dire qu'il considère qu'il n'y a pas de raison de faire un procès aux flics qui étaient mis en cause par le «Canard». On se souvient de cette histoire vieille maintenant de plus de 3 ans.

Voyant de la lumière

dans les bureaux où ils se préparaient à emménager, un des journalistes du «Canard Enchaîné» était tombé sur des faux plombiers mais de vrais flics de la DST en train de poser des micros qui devaient permettre d'espionner les conversations qui se tiendraient dans la rédaction.

(suite p.3)

LE 8 JANVIER

Rassemblement à l'appel de l'OLP et de la GUPS

EN HOMMAGE A MAHMOUD EL HAMCHARI assassiné il y a 3 ans

Devant l'entrée principale du Père Lachaise .

Kampuchea démocratique

Le riz de l'indépendance

Comptant sur ses propres forces dans le développement de la production du riz et d'autres céréales, le peuple du Kampuchéa a rentré, au cours de la saison des pluies de cette année, une excellente récolte.

Appliquant le mot d'ordre «s'efforcer d'augmenter la production de riz pour améliorer la vie du peuple, défendre et édifier le pays», tout le peuple a participé à l'effort général de construction des champs et d'ouvrages hydrauliques.

Surmontant les grandes difficultés léguées par l'agression US, il a transformé déjà le tiers des champs cultivés en surfaces irriguées.

Cette année la superficie cultivée de riz précoce, semi-tardif et tardif a considérablement augmenté. De nombreuses coopératives agricoles ont réussi à cultiver une nouvelle espèce de riz qui mûrit plus tôt et donne un rendement plus élevé, (plus de 4 tonnes par ha en une seule saison).

«Bennes Marrel» (St-Etienne)

LES TRAVAILLEURS OCCUPENT L'ENTREPRISE

Comme nous le relations dans notre édition d'hier, l'action des travailleurs se durcit à l'usine des «bennes Marrel». Cette entreprise qui emploie 1400 ouvriers a été mise au chômage durant une semaine dans l'intervalle des fêtes de fin d'année. D'autre part la direction maintient sa décision de licencier 160 travailleurs à compter du 15 janvier prochain. Dès la reprise du travail lundi matin plusieurs

certains d'ouvriers et d'employés occupaient les bâtiments administratifs à Andrézieux (près de St Etienne). La grève a été décidée et est actuellement suivie par 85 % du personnel.

Selon l'agence France-press les grévistes auraient évacué volontairement les bâtiments administratifs dans la soirée de lundi pour se rendre en manifestation à la préfecture de la Loire.

Il est probable que les révisionnistes qui dirigeaient la section CGT, majoritaire, de l'usine font d'ores et déjà tout pour cantonner la lutte aux limites d'une action publicitaire en faveur du Programme commun et des élus de l'Union de la gauche, comme ils l'avaient laissé entendre en décembre. Mais ce que veulent les travailleurs c'est contraindre la direction à maintenir l'intégrité des effectifs.

Albanie

Célébration de l'anniversaire du président Mao

Le «Zeri I Popullit», organe central du Parti du travail d'Albanie a publié un long et chaleureux éditorial célébrant le 83e anniversaire de la naissance du président Mao Tsé-toung. En voici la conclusion :

«Les communistes et le peuple albanais garderont pour toujours la mémoire des profonds sentiments d'amour et de respect que nourrissait le camarade Mao Tsé-toung envers notre peu-

ple, notre parti et notre pays, et de sa grande sollicitude permanente.

Il a soutenu et aidé, avec un grand esprit internationaliste, l'Albanie socialiste dans sa lutte et dans son effort pour surmonter les difficultés causées par les complots et l'encerclement des impérialistes-révissionnistes hostiles, dans l'édification victorieuse et dans le renforcement de la défense nationale.»

«Cette amitié internationaliste et militante inspire et encourage vivement notre parti et notre peuple qui sont fiers d'avoir le grand peuple chinois et son parti communiste, éduqués par le camarade Mao Tsé-toung dans les sentiments d'affection et de solidarité internationalistes envers notre pays, comme amis sûrs et proches compagnons d'armes animés d'un même idéal.»

«En célébrant le 83e anniversaire du grand marxiste-léniniste et révolutionnaire prolétarien le camarade Mao Tsé-toung, le peuple albanais et son parti du travail expriment leur ferme conviction que nos deux peuples et nos deux partis, resteront unis et combattront épaule contre épaule pour triompher ensemble dans l'intérêt de nos deux pays, de la cause du socialisme, de la révolution et du marxisme-léninisme.»

L'ITALIE S'ENFONCE DANS LA CRISE

La situation économique italienne, caractérisée par un taux d'inflation qui atteindra plus de 20 % cette année, un énorme déficit extérieur (plus de 1 500 millions de lires fin novembre) et un nombre de chômeurs supérieurs à un million, résultat de la crise du système capitaliste, continue de se présenter sous un jour sombre pour 1977.

Giovanni Agnelli, patron de l'empire Fiat, dresse dans une interview au magazine américain «Newsweek», un tableau particulièrement pessimiste de l'économie italienne pour l'année qui commence.

«Ce sera une année terrible pour l'Italie», déclare-t-il, «ce sera pire que ce que nous avons subi jusqu'à présent... Je crois que les Italiens vont connaître en 1977 une austérité qu'ils n'ont pas connue à ce jour. L'emploi n'augmentera pas, l'inflation se maintiendra aux environs de 20 %. Je ne sais pas si nous accroîtrons notre dette à l'étranger, simplement parce que j'ignore si nous trouverons encore des crédits dans les autres pays. Notre balance des paiements se détériorera tant qu'il n'y aura pas de croissance économique et je crois que le rythme de croissance, l'an prochain, sera proche de zéro.»

Le chef de file du gouvernement démocrate-chrétien minoritaire, Giulio Andreotti, de son côté, multiplie les déclarations pour expliquer aux Italiens la «nécessité» de nouveaux sacrifices, les appelant à serrer les rangs... et leurs ceintures : «On peut dire avec une certaine tranquillité», a-t-il déclaré avec un solide aplomb, «que 1977 sera l'année de la reprise économique mais à une condition : que la communauté nationale fasse la preuve qu'elle a compris la gravité de la situation que nous traversons.»

Au passage, il a laissé filtrer quelques-unes des mesures qui viendront grossir les «sacrifices» imposés au peuple italien pour sauvegarder les profits des monopoles.

Il a ainsi indiqué que le gouvernement préparait un plan de mise en place éventuel de rationnement de l'essence et de la viande, annoncé «d'autres sacrifices fiscaux» et notamment une augmentation de la TVA.

Déjà, la semaine dernière, le ministre de l'Industrie signait un décret autorisant les sociétés d'assurance à

augmenter leur tarif de 20 % en moyenne. D'autres hausses s'ajoutant à celles intervenues ces derniers mois, frapperont prochainement l'essence, l'électricité, les chemins de fer, et les produits alimentaires. C'est déjà chose



faite pour la compagnie des téléphones qui vient d'augmenter de 25 % les abonnements et de 20 % les communications. Les tarifs des autoroutes ont augmenté le 1er janvier de 8 à 30 % et on parle déjà d'une nouvelle augmentation générale des transports en mars prochain.

Pendant ce temps, le nombre des chômeurs continue de s'accroître à une vitesse vertigineuse. «Dans deux mois, nous risquons d'avoir 600 000 chômeurs de plus» a reconnu le ministre de l'Industrie dans une interview télévisée. «Les prévisions les plus pessimistes font état d'une augmentation de nombre des chômeurs de 200 000 dans un mois» a-t-il déclaré.

Les dirigeants révisionnistes face à la colère des travailleurs

Si le gouvernement Andreotti est bien embarrassé, les dirigeants révisionnistes ne sont pas à l'aise non plus.

Participant déjà indirectement au pouvoir bourgeois par le jeu de leurs abstentions au parlement, ils se heurtent de plus en plus frontalement à la colère de la classe ouvrière et des masses travailleuses italiennes et à leurs aspirations à la lutte. Les directions syndicales confédérales réformistes comme révisionnistes sont chaque jour plus violemment contestées par un nombre croissant de travailleurs, de syndiqués et d'organisations syndicales de base.

Tunisie

Manifestation de lycéens

Un groupe d'élèves du lycée de Jendouba (160 km au Nord de Tunis) ont manifesté le 27 décembre au sein du lycée, pour protester contre l'augmentation du montant de la pension payée par les internes et demi-pensionnaires. A cette manifestation se sont jointes des élèves du lycée de jeunes filles de Jendouba et d'autres établissements scolaires de la région. Ces

manifestants ont investi pour un temps les bureaux administratifs et incendié un certain nombre de dossiers.

Cette manifestation fait suite à une série de grèves qui ont paralysé les établissements scolaires à la fin de l'année 1976 et marquent la volonté des lycéens et étudiants tunisiens de refuser la mise au pas qu'entend leur imposer le régime de Bourguiba.

Vietnam

Inauguration du chemin de fer transvietnamien

Après plus de 30 ans d'interruption, la ligne de chemin de fer transvietnamienne, rebaptisée «La réunification» a été officiellement réouverte le 31 décembre par le départ simultané de deux trains, l'un de Hanoï, l'autre de Ho Chi Minh ville.

Au milieu des explosions de pétards et des oriflammes claquant au vent, une locomotive à vapeur «Tu Lucc» (compter sur ses propres forces) a démarré devant le vice-premier ministre Nguyen Duy Trinh et le corps diplomatique rassemblé sur le quai du bâtiment central

entièrement reconstruit de la gare centrale de Hanoï.

Ce bâtiment avait été écrasé par les bombes américaines lors de raids sur cette ligne longue de 1730 kilomètres. 140 kilomètres ont déjà entièrement été reconstruits. 70 000 personnes, dont les effectifs de 2 divisions de l'Armée populaire, ont, en 14 mois, remué trois millions de m3 de terre, tassé 400 000 m3 de ballast, lancé 20 kilomètres de ponts, posé un million de traverses, sans compter des milliers de mines à enlever sur la voie.

Moscou

Réveillon dans l'austérité

Cette année, les moscovites ont eu encore plus de difficultés que d'habitude pour constituer leur traditionnel réveillon de Nouvel an.

Alors qu'en règle générale, les magasins d'alimentation sont un peu mieux approvisionnés en fin d'année, des files houleuses de ménagères en colère se sont multipliées cette année, devant des rayons peu garnis.

Les oranges étaient introuvables, les volailles, et même les pommes de terre et les harengs, se faisaient rares, le saucisson peu abondant ; le raifort, un condiment dont les soviétiques

sont très friands, était difficile à trouver et les ménagères s'arrachaient immédiatement les arrivages de tomates et de concombres marinés dans la saumure. Quant au café, introuvable depuis un an, il a fait de rares apparitions.

Une résolution du Comité central, a, par ailleurs, annoncé d'importantes hausses sur les biens de consommation, et notamment les chaussures, pour les prochains mois. Mais les peuples d'URSS acceptent de plus en plus difficilement que leur bien-être élémentaire soit sacrifié au profit de la course aux armements dirigée par Brejnev.

ABONNEZ-VOUS AUX PERIODIQUES CHINOIS

PEKIN INFORMATION :
1 an : 21,00 F ; 2 ans : 31,50 F ; 3 ans : 42,00 F
LA CHINE :
1 an : 17,00 F ; 2 ans : 25,50 F ; 3 ans : 34,00 F
LA CHINE EN CONSTRUCTION
1 an : 14,00 F ; 2 ans : 21,00 F ; 3 ans : 28,00 F
LITTERATURE CHINOISE :
1 an : 17,00 F ; 2 ans : 25,50 F ; 3 ans : 34,00 F
COMMERCE EXTERIEUR DE CHINE :
1 an : 14,00 F ; 2 ans : 21,00 F ; 3 ans : 28,00 F
ENVOYER VOS ABONNEMENTS/
REABONNEMENTS à : E 100, 24, rue Philippe de Girard Paris 75 010

nouvelles intérieures

A propos de «l'épargne populaire» Comment voler les travailleurs de tous les côtés

Les camarades de l'Humanité rouge de la Caisse d'Épargne ont abordé dans un article (HR No 594 du 29/12/76, page 4) le problème de l'épargne populaire. Il s'agit d'un problème important qu'il faut bien analyser pour pouvoir combattre efficacement le bavardage démagogique des bourgeois, de droite ou «de gauche», qui cherchent dans ce domaine comme dans les autres à masquer leur vrai visage d'exploiteurs.

Tout d'abord, il me semble ambigu de dire que «la source de l'intérêt ainsi versé aux épargnants est la plus-value». D'une façon générale, il est exact que l'intérêt, sous le capitalisme, tire sa source dans le profit, dans la plus-value extorquée aux travailleurs. Mais dans le cas particulier de l'épargne populaire, qu'en est-il ? En fait, il semble difficile de dire que les épargnants reçoivent du profit, dans la mesure où ils ne reçoivent rien du tout !

Le taux de l'inflation ces dernières années a varié de 10 à 15 % et celui de l'intérêt dans les Caisses d'Épargne, environ de 4 à 7 %.

On voit donc que les travailleurs, loin de toucher un intérêt, en réalité *payent* pour pouvoir épargner. Les profits n'ont pas l'habitude de se tromper de poches, ils tombent toujours dans celles des bourgeois !

A ce niveau, on peut donc dénoncer le rackett que constitue l'épargne en France, et montrer que les travailleurs se font voler de tous côtés. Ceci dit, ce serait effectivement accepter le système capitaliste que de réclamer une indexation quelconque du taux d'intérêt comme le font les révisionnistes.

Car l'argent épargné sert de toute façon à financer les capitalistes. Il faut donc pousser l'analyse plus loin : qu'est ce qui pousse les travailleurs à épargner ?

C'est tout simplement l'oppression dont ils sont victimes : le chômage, les licenciements, les maladies et les accidents du travail, le prix de loyers et le coût de la vie en général créent une situation d'insécurité permanente pour les masses populaires.

N'importe quel travailleur peut se retrouver du jour au lendemain sans

travail, sans logement, sans argent. Dans ces conditions la plupart des travailleurs sont CONTRAINTS d'épargner, non pas pour toucher un profit puisqu'au contraire ça leur coûte de l'argent (inflation), mais tout simplement pour pouvoir faire face à un coup dur imprévu (ou pour s'acheter un logement, ce qui revient au même car c'est en quelque sorte une sécurité). Loin d'être un luxe ou une richesse, l'épargne populaire n'est qu'une sorte d'assurance, illusoire d'ailleurs, et qui coûte cher.

Il faut donc :

— 1) Combattre les illusions répandues par la bourgeoisie chez les travailleurs qui croient «y gagner» ou «pouvoir s'en sortir» grâce à l'épargne, alors que c'est une autre façon de les voler.

— 2) Dénoncer toute solution réformiste bourgeoise du genre participation ou indexation, en montrant au moyen d'arguments concrets que la source du mal, c'est le capitalisme et non le taux d'intérêt ; et expliquer que la seule solution, c'est de préparer le renversement du capitalisme, la révolution prolétarienne.

Un lecteur

Non-lieu dans l'affaire du «Canard Enchaîné»

LA LEGALITE POLICIERE

(suite de la p. une) et finalement les flics sor- n'a pas empêché un premier
L'affaire a traîné 3 ans tent blanchis de l'histoire. juge d'instruction de convo-



Après l'assassinat de De Broglie Que veut donc cacher Poniatowski ?

On n'a pas fini d'entendre parler de cette sombre affaire que constitue l'assassinat du député De Broglie. On n'a pas fini d'en entendre parler en dépit des efforts de Poniatowski pour qu'elle soit étouffée.

Certains disent de cette affaire qu'elle est une «poudrière». La rapidité avec laquelle le ministre de l'Intérieur a voulu faire adopter la version du «meurtre crapuleux», à tel point que la Chancellerie a élevé une protestation, permet en effet de supposer qu'elle recouvre des secrets peu ragoutants.

Elle a d'abord mis une nouvelle fois en lumière les liens étroits unissant les politiciens gouvernementaux avec les trafics en tous genres, les «mémoires parlementaires» avec la pègre. L'histoire de la 5e République est jonchée de telles affaires, qui ne sont, dans le fond, que des manifestations de la pourriture de ce système.

Dans le cas présent, on a pu constater que cet ancien ministre, député républicain indépendant, ami intime de Giscard d'Estaing, brasseur de millions, était en étroit

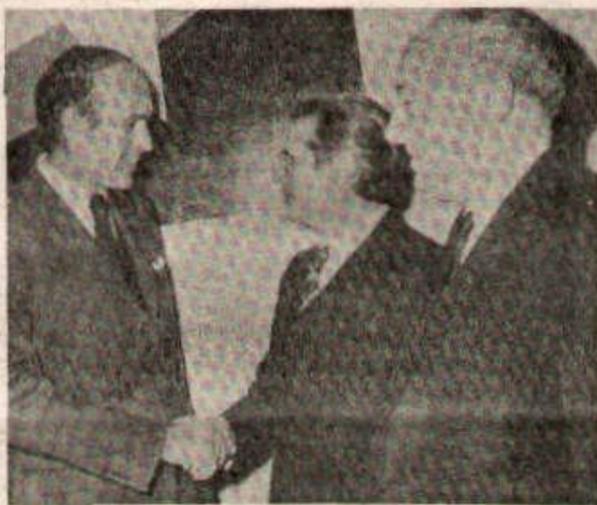
rapport avec des trafiquants de haute volée du genre de De Varga ou de De Ribemont, avec des flics gangsters, avec des tueurs à gage. Bref, un joli monde. On comprend que Poniatowski et Mr le président ne souhaitent guère que l'on s'étende sur le sujet.

Mais ce n'est pas tout. On dit avec une insistance croissante que cet assassinat pourrait recouvrir bien d'autres choses encore. La version du crime crapuleux que s'est empressé de donner Poniatowski ne tient guère debout.

Derrière cet assassinat, pourrait fort bien se cacher un règlement de compte préélectoral.

Jean de Broglie, dans les milieux de la «majorité», n'était vraiment pas n'importe qui. Cet individu passait pour être un des bailleurs de fonds des républicains indépendants, fonds recueillis par des moyens si peu recommandables que Pompidou s'opposa à ce qu'il soit nommé président de la commission des finances de l'assemblée nationale.

Dernièrement, il s'était signalé en apportant son appui à Chirac, lors de la



De Broglie (à droite) en compagnie de Giscard d'Estaing. Des liens qui allaient de l'Elysée jusqu'aux truands.

création du RPR. Non seulement il pouvait lui faire bénéficier des fonds autrefois destinés aux RI mais de plus, il pouvait avoir en sa possession certains dossiers compromettants.

On dit qu'on aurait voulu l'intimider... et que l'affaire aurait mal tourné.

Plusieurs affaires montrent que l'on s'agite beaucoup ces temps-ci autour des caisses des partis gouvernementaux. L'affaire Dassault est encore toute chau-

de, de même que celle de la Société générale de Nice.

Tout ceci expliquerait les raisons pour lesquelles Poniatowski tient tant à ce que le silence se fasse comme il s'est fait sur l'enlèvement du PDG Hazan ou sur le hold-up de Nice.

Quoiqu'il en soit, on en sait déjà suffisamment sur cette affaire pour souhaiter plus que jamais la destruction de ce système d'exploitation pourri jusqu'à la moelle.

Cette affaire, surtout si on la rapproche de la récente affaire De Broglie montre bien le rôle de la police dans la prétendue «justice» de la bourgeoisie.

Dans l'affaire De Broglie, c'est tout le fonctionnement normal de la procédure qui a été court-circuité. Les flics étaient tellement pressés de mettre le crime sur le dos de Varga et Ribemont (surtout qu'on n'aïlle pas plus loin) que Ponia en personne, au mépris total du juge d'instruction s'est autorisé à dire qu'ils étaient coupables et ce, avant même qu'ils soient officiellement inculpés.

Dans l'affaire du Canard c'est tout le contraire qui s'est produit. Les flics n'étaient pas pressés (et pour cause) de voir l'affaire aboutir. Aussi ont-ils fait tout ce qu'il fallait, une fois encore au mépris total de la justice bourgeoise, pour qu'elle n'aboutisse pas. Tout d'abord, ils ont invoqué le secret d'Etat et la défense nationale pour arrêter l'enquête. Cela

quer les flics incriminés dans l'histoire. Ces derniers ne s'y présentent pas, invoquant plusieurs prétextes puis finalement c'est le directeur de la police nationale lui-même qui décida tout simplement que ses flics n'iraient pas, un point c'est tout. Le coup de force étant accompli, il ne restait plus qu'à changer ce juge récalcitrant par un autre, plus compréhensif.

Ce fut fait et, aujourd'hui l'affaire est dans le sac. On n'en parle plus, il y a non-lieu.

Ceci montre bien à quel point la phraséologie de la bourgeoisie sur le thème de la «justice» et sur la prétendue liberté des magistrats n'est que de la poudre aux yeux. La justice, c'est la justice de la bourgeoisie, celle qui sert à faire expulser les travailleurs en grève, mais qui ne doit jamais remettre en cause les privilèges de cette bourgeoisie car dans ces cas-là, celle-ci n'hésite jamais à violer sa propre légalité pour imposer son pouvoir.

Communiqué

Nous annonçons à tous nos lecteurs la sortie d'une brochure consacrée à la lutte contre les attaques anti-communistes et la ligne réformiste au sein de la CFDT.

Cette brochure sortira en deux fois dans nos éditions datées du lundi 10 janvier et du mardi 11 janvier en pages 3,4,5, et 6 du journal. Nous en réaliserons également un tirage supplémentaire dès maintenant à l'administration du journal.



LA CRISE EN LORRAINE

15 000 chômeurs sont d'ores et déjà recensés en Moselle auxquels risquent de s'ajouter 20 000 suppressions d'emplois prévues par les mesures immédiates des patrons de la sidérurgie lorraine.

CRISE DE LA SIDERURGIE EN LORRAINE

Le patronat de la sidérurgie lorraine, acculé par la crise, menacé par la concurrence internationale, veut restructurer ce secteur de l'économie. La bourgeoisie veut faire payer les frais de cette opération aux travailleurs.

Ainsi, le chiffre d'affaires du secteur est, en 1976, de 34 milliards de francs, et l'endettement de 33 milliards de francs. Le remboursement des emprunts et le paiement des intérêts sera en 1976, de 2,5 milliards de francs. Or, il s'agit de trouver 2 ou 3 milliards de francs pour investir en 1977. Où les trouver ?

Pour résoudre sa crise (trouver ses fonds, éponger le déficit), la bourgeoisie veut faire payer les travailleurs, en rognant sur la masse salariale, par le chômage partiel, par les licenciements et par l'inflation. Pour subventionner ce secteur, la bourgeoisie prend l'argent dans la poche des travailleurs, il s'agit de déshabiller encore plus les travailleurs pour habiller encore mieux la bourgeoisie.

Le 5 novembre, à Metz, le ministre du chômage Beullac, a indiqué : « Il y aura certainement des suppressions d'emplois ». Depuis novembre, par l'intermédiaire des journaux locaux, où des élus, le patronat de la sidérurgie sonde l'opinion, spéculant sur la réaction des travailleurs : ainsi, coup sur coup, il lance le bouchon très loin (30 000 licenciés), fait du chantage pour faire admettre par l'opinion la nécessité de lui octroyer de nouvelles subventions, puis dément, enfin promet : le moins de licenciés possible,

mais des mutations, des mises à la préretraite, des stages de recyclage, etc.

La bourgeoisie joue ses cartes : elle fait ses avances à cette époque dite « trêve des confiseurs », et profite d'un fort volant de chômage et du chômage partiel démobilisateurs. Mais sa carte maîtresse, ce sont les dirigeants bourgeois du PS, du PCF-CGT, de la CFDT, qui sont de véritables pompiers des luttes. Pour cette bourgeoisie de « gauche », cette crise, à la veille de consultations électorales municipales et législatives est une bonne aubaine : elle exploite le drame des travailleurs à sa fin ; chaque licencié, chaque nouveau chômeur est, pour elle, une voix de plus à conquérir pour le Programme commun, pour se hisser au pouvoir.

Et preuve leurs propositions :

— la CFDT exige une négociation au niveau le plus élevé (gouvernement, patronat, organisations syndicales). Où est le rapport de force en faveur des travailleurs ?

— la CFDT propose une journée d'action de tous les travailleurs lorrains aux autres organisations (syndicales et politiques de « gauche ») pour janvier

— la Fédération des travailleurs de la métallurgie CGT et la Fédération générale de la métallurgie CFDT appellent leurs organisations dans les entreprises concernées à faire du 5 janvier une journée d'action... car ce jour-là se tient la commission nationale paritaire de l'emploi !

— et des dirigeants bourgeois du PCF, nous vient un véritable tour de cochons : ils organisent du 16 au 23 janvier 1977 un « référendum » pour la nationalisation immédiate des mines de fer et de la sidérurgie.

A l'origine, les dirigeants du PCF avaient prévu d'installer leurs urnes soit dans les mairies, soit à l'entrée des usines, ou des exploitations minières. Mais ils ont trop peur qu'à cette occasion, se manifeste le

désintérêt général des travailleurs face à cette fausse solution qu'est la nationalisation. Aussi, les urnes seront-elles tendues directement aux « citoyens » : les révisionnistes du PCF les porteront dans chaque commune, de quartier en quartier, de cité en cité, de maison en maison ! Et ils annoncent : « Le dépouillement se fera en présence des habitants des quartiers qui garantiront ainsi l'authenticité du scrutin. Les bulletins de vote seront distribués aux habitants la veille du passage des urnes ».

Ces « démocrates » bourgeois sont plus royalistes que le roi dans leur utilisation démagogique du suffrage universel ! Gageons que, devant tant de duplicité, les travailleurs leur claqueront la porte au nez !

Sollac, 12 500 emplois supprimés de 1970 à 1976, 21 500 emplois supprimés de 1970 à 1979, soit 35,5 % des effectifs en moins de 9 ans.

On peut faire quelques remarques :

— Sacilor est plus touché que Sollac (produits longs pour le premier, produits plats pour le second)

— tous les services seront touchés : services centraux, manutentions techniques, entretien général et ateliers de production

— le chiffre de 9 000 suppressions d'emplois à Sacilor-Sollac, sous forme de licenciements, de préretraite, etc., en deux ans et demi, avec 2 200 emplois supprimés en 1977, n'est qu'un indicatif : il pourrait être dépassé si la crise s'aggrave au cours de 1977.

De plus, certains patrons n'hésitent pas à parler de

d'une « convention État-sidérurgie ».

A Sacilor (28 300 salariés), le chômage conjoncturel s'est encore aggravé par une nouvelle réduction du temps de travail, affectant les aciéries et laminiers de Rombas, ainsi que les laminiers de Gandrange, Hagondange, Knutange et Homécourt.

Dans ces secteurs, l'horaire de travail sera de 28 heures par semaine pour les feux continus et 30 heures et demi pour les feux discontinus. Les autres services travailleront 32 heures par semaine pour les feux continus et 35 heures pour les feux discontinus et les services administratifs.

Ce nouveau régime de réduction des horaires entrera en vigueur à partir du 3 janvier, après l'arrêt total

Voici comment devrait se dérouler cette opération : les arrêts d'installation ont débuté le 10 décembre. Ils concernent le haut-fourneau l'aciérie Thomas, les trains de laminiers, ainsi que la forge. Le personnel de ces services est employé à d'autres tâches jusqu'au 22 décembre. A cette date, débute une période chômée de 9 jours qui, compte tenu des fêtes de fin d'années, s'achèvera le 6 janvier.

Mais les installations arrêtées en décembre ne reprendront pas immédiatement. L'usine de Thionville ne retrouvera sa marche normale qu'à la fin de la première quinzaine de janvier. Sauf en ce qui concerne le train de 750 qui sera définitivement arrêté. Une centaine de personnes seront touchées par cette mesure.

Usinor-Longwy

Étant donné la crise touchant les rails, poutrelles, cornières etc. la chaîne des produits longs (minerai, haut-fourneau, aciérie, laminiers) est toujours touchée.

Comme en novembre, en décembre, l'horaire hebdomadaire de travail reste fixé à 32 heures.

La situation s'est, par contre, encore aggravée dans le secteur des tôles où l'horaire a été ramené à 36 heures en novembre, à 32 heures en décembre. Réduction d'horaire également pour les services entretien, bureaux techniques et administratifs qui sont passés au mois de décembre de 43 heures à 36 heures. 5 000 salariés sont touchés par ces mesures. Seule la cokerie est épargnée et travaillera 40 heures.

Les activités d'Usinor-Longwy seront entièrement suspendues du 23 décembre à 14 heures au 4 janvier 1977 à 4 heures. Seul un haut-fourneau sera maintenu en activité.

Aucune décision n'est encore annoncée pour janvier par le patronat.

Usine de Neuves-Maisons des aciéries de Neuves-Maisons-Commentry-Briache

Cette usine compte 3 500 salariés. La production est passée de 763 000 tonnes en 1974 à 520 000 tonnes en 1976. D'ores et déjà, le patronat a annoncé des mesures de chômage conjoncturel, ainsi que le licenciement de 95 agents âgés de plus de 59 ans au cours de l'année 1977.

(A suivre)



Au moment de la grève des ouvriers de la Sotracomet contre les licenciements, 3 000 sidérurgistes lorrains manifestaient à Metz.

Chiers-Longwy

900 emplois seront supprimés à l'usine de Longwy de la Compagnie industrielle Chiers-Châtillon. Les effectifs seraient ramenés de 3 600 salariés avant les vacances à 2 480. Cela par trois moyens :

— la fusion des services administratifs des usines de Longwy et de Neuves-Maisons (sont touchés 180 personnes dont 90 employés, techniciens et agents de maîtrise)

— le licenciement d'une centaine de personnes âgées de 59 ans et plus

— la suppression des emplois restants sera obtenue par l'arrêt de deux hauts-fourneaux.

Sacilor-Sollac

L'EVOLUTION DES EFFECTIFS DE SACILOR-SOLLAC

1970	60 500 salariés
1971	57 200 salariés
1975	49 400 salariés
1976	48 000 salariés
1979	39 000 salariés, objectif visé pour le printemps.

Dans le groupe Sacilor-

suppression de 14 000 emplois dans les trois ans, dans le meilleur des cas !

— le capitalisme se débarrasse des travailleurs âgés : l'âge de la mise à la préretraite, initialement à 59 ans et plus, pourra être abaissé à 56 ans et 8 mois. De plus seront licenciés en priorité les travailleurs « malades » (plus de 30 ans d'ancienneté dans le travail posté) ou les travailleurs handicapés. Telle est la loi du profit !

— la productivité du groupe Sacilor-Sollac a été de 13,1 heures/tonne d'acier en 1971, 8,9 h/t fin 1974 ; elle est repassée à 11 h/t en 1976, du fait du marasme du marché des produits longs, alors que la productivité du Japon oscille de 6,5 à 7 h/t. Ce qui fait que la dette du groupe sera de 1 milliard de francs en 1976. Et aussi, le patronat s'attaque-t-il à la masse salariale, pour aboutir à une meilleure compétitivité. C'est le but de la nomination récemment d'un « Monsieur Lorraine » et de l'élaboration pour un proche avenir d'un « plan Lorraine » et

des installations prévu entre Noël et Nouvel an.

A Sacilor, on fabrique des produits longs : or, si le carnet de commande de Sacilor est de 190 000 tonnes d'acier pour janvier, sa possibilité de production est de 390 000 tonnes.

Usinor-Thionville

Le « plan social » d'Usinor-Thionville prévoit 862 suppressions d'emplois en 1977

Outre les « préretraites, les départs anticipés, les mutations et les départs volontaires », qualificatifs utilisés pour désigner les licenciements déguisés, il faudra sans doute recourir ouvertement à des licenciements.

Par ailleurs, l'usine de Thionville sera entièrement arrêtée du 24 décembre jusqu'aux 10 et 11 janvier, selon les services. Ces mesures de chômage partiel et les arrêts d'installation concernent 3 750 travailleurs sur les 4 100 que compte l'usine. Seuls 300 à 350 ingénieurs, agents de maîtrise et le service des travaux neufs sont épargnés.

— Parce que je considère que seule la dictature du prolétariat imposera la fin de l'exploitation et de l'oppression du capitalisme et permettra la construction du socialisme :

— Parce que je désire participer à l'édification d'un authentique Parti marxiste-léniniste unique :

Je demande d'adhérer à l'organisation des Communistes marxistes-léninistes de France.

Dans ce but, « l'Humanité rouge » peut prendre contact avec moi à l'adresse suivante :

Nom..... Prénom.....
Adresse.....
Signature.....

* Indiquer ici ton adresse ou une autre adresse par laquelle on pourra entrer en contact avec toi.



Répression antisyndicale à la CPIO

La section syndicale CGT de la CPIO, à Nantes, a fait un communiqué de presse pour informer de la répression dont elle est l'objet. Par deux fois la presse locale a refusé de le passer, en voici le contenu.

Communiqué de presse

Le syndicat CGT de la CPIO proteste vigoureusement contre les attaques anti-syndicales et les intimidations dont il fait l'objet.

En effet la direction a pris le prétexte du vol d'un poste de soudure dans la salle du CE, pour faire effectuer des perquisitions chez un délégué CGT, un membre de sa famille et chez le précédent secrétaire de CE.

Ces perquisitions faites sans mandat avec toute la publicité d'usage (voiture de police, uniformes) ont pour

but de déconsidérer l'honorabilité et l'honnêteté de ces travailleurs.

Elles font suite à d'autres attaques plus camouflées telles que : calomnies sur la vie privée des délégués, filatures pendant les délégations, refus de payer des heures supplémentaires prétextant un dépassement du crédit d'heures allouées...

Et enfin que penser des nouvelles mesures prises par la direction, de faire contrôler les malades à leur domicile par les gardiens ou leur chef de service ?

Syndicat CGT CPIO.

A la maison de repos de la Grande Motte (Montpellier)

LE PARTI SOCIALISTE ORGANISE LA REPRESSION ANTISYNDICALE ET LES LICENCIEMENTS

A la maison de repos et de convalescence de la Grande Motte à Montpellier, après 2 licenciements d'infirmiers, des brimades et sanctions en tous genres, la riposte s'organise : une section CFDT se créa en janvier 1976.

Dès lors les pressions se multiplient sur les syndiqués CFDT (menaces à la déléguée syndicale, changement d'horaires de 2 syn-

diqués CFDT de la cuisine, non-renouvellement de contrat d'une infirmière CFDT et licenciement d'une employée sans préavis.

«Les syndiqués CFDT, je les balaierais les uns après les autres» a dit Couly le directeur.

Parallèlement se monte la section FO entièrement dévouée à la direction qui manifeste avec le directeur sa désapprobation des manifes-

tations organisées par le syndicat-santé CFDT à la Grande Motte en riposte aux attaques dirigées contre le personnel.

Mars : changement d'horaire et de service de la déléguée syndicale.

Avril : avertissement contre une syndiquée aide-cuisinière.

Mai : nouveau changement de service de la déléguée syndicale.

8 septembre : mise à pied de la déléguée syndicale

21 septembre : licenciement de la déléguée syndicale avec accord de l'inspection du travail.

A la maison de repos, qui sont les responsables de la répression antisyndicale et des licenciements ?

Ce sont les membres du comité de gestion ayant à sa tête Jean Léon, maire socialiste de Lunel, vieil ancien Conseiller général et ancien député socialiste.

Ces derniers sont membres de l'Union départementale des sociétés mutualistes (sociétés qui consacrent leurs bénéfices à la création d'œuvres sociales comme la maison de repos). Dans des instances patronales, bourgeois de gauche et de droite sont au coude à coude pour réprimer les travailleurs.

Peu après «l'affaire du Cantou», voilà une autre affaire «délicate» : des socialistes qui participent

à des Conseils d'administrations dans le secteur sanitaire et social et qui «liquident» toute une section syndicale, la déléguée syndicale y compris.

Alors au début, le syndicat, avec l'accord des travailleurs, n'ébruite pas trop de peur de gêner ces messieurs dans cette période électorale puis il demande une entrevue à Frêche, député PS, qui demande d'attendre 3 semaines avant d'attaquer le PS ! Pendant ce temps-là, la déléguée est licenciée.

Alors les travailleurs de la Grande Motte se posent des questions et les posent au syndicat et à tous les travailleurs.

«Ce sont des socialistes qui se conduisent comme de véritables patrons, même plus méchants qu'eux».

«Il faut dénoncer ce qu'ils font sans attendre qu'ils soient au gouvernement».

«Doit-on laisser faire ses gens-là sous prétexte qu'ils sont de «gauche».

Le rôle du syndicat c'est de défendre les intérêts des travailleurs avant toute chose ; c'était celui de défendre les intérêts des travailleurs de la Grande Motte et pour cela populariser et dénoncer au maximum les sanctions, licenciements qu'ont fait subir aux travailleurs ces prétendus hommes de gauche.

Une marxiste-léniniste.

Hôpital de Bellevue (St-Etienne)

Comment se manifeste la crise pour les travailleurs de l'hôpital

A St Etienne, les usines ferment, licencient, réduisent au chômage. Les travailleurs de l'hôpital ne sont pas licenciés massivement mais ils sont touchés de mille manières par la crise. En voici quelques exemples :

Sur leur dernière paye, les «administratifs» ont eu la surprise de se voir supprimer leur prime de chaussure (50 F) et de se voir retenir 100 F, la prime des deux dernières années. Ces agents devraient-ils aller pieds nus ?

Les malades ne sont pas respectés

Quant aux ambulances, la direction leur avait promis des ambulances aménagées. Ces dernières se sont réduites à un simple «tube» sans siège à l'arrière pour asseoir les malades, sans support pour les flacons de perfusion... et même sans chauffage.

Deux élèves-infirmières se sont vues refuser à 2 mois de l'examen le droit de se présenter au diplôme d'Etat. Et pourtant la direction de l'école les avait trouvées assez «aptes» à remplacer une infirmière pendant leur 3 mois de stage d'été.

Des menaces déguisées de licenciements

Des agents des services hospitaliers, ASH, (femmes de ménage) auxiliaires, stagiaires et même titulaires de 1 à 2 ans ont reçu une lettre leur demandant de passer le Certificat d'Etude. En cas de refus ou d'échec, elles seraient renvoyées.

Des menaces de licenciements ont été faites aussi à des infirmières stagiaires qui ont eu un rapport non satisfaisant. La raison invoquée : travail trop lent. Il faut traduire : pas assez rentable.

La pression de l'administration se fait aussi par le biais de la Médecine

Préventive. Une ASH auxiliaire n'a pas été embauchée sous prétexte de dépression nerveuse. En réalité, les difficultés de la vie l'ont rendue un peu nerveuse ; elle prenait du valium.

Des aides-soignantes qui assuraient dans un service un travail d'infirmières depuis des années, sont mutées sur décision de la surveillante. Argument avancé : vous êtes aide-soignante. Vous devez faire du travail d'aide-soignante. Quelques jours après, une infirmière tombe malade. Une de ces aides-soignantes est mutée pour faire son remplacement ! A ce moment-là, la surveillante ne regarde plus la justification.

Voilà ce que veut dire pour les travailleurs de l'hôpital les restrictions du budget de la santé.

Face à cette situation que vont faire les syndicats ?

On pourrait penser qu'ils ne savent où donner de la tête pour soutenir ou impulser la lutte des travailleurs. Certes, ils sont bien occupés !...mais à brader la lutte des travailleurs. La preuve en a été encore démontrée lors de la journée départementale.

Les responsables syndicaux de l'hôpital ont décidé en inter syndicale d'un tract, et d'une assemblée générale, afin de mobiliser les travailleurs pour un meeting départemental.

Il est certain qu'une telle journée a une réelle importance pour faire circuler les informations et les luttes des travailleurs de la Loire. Mais tel n'était pas le souci des responsables

syndicaux. Des auxiliaires sont renvoyés constamment et ils ferment les yeux en écrivant dans leurs tracts que nous sommes pas touchés par le chômage et les licenciements ; mais que par contre «nous devons freiner le chômage en exigeant de nouvelles embauches».

A l'Assemblée Générale ce fut toujours ce même refrain : nous ne sommes pas concernés par le chômage, nous devons exiger l'augmentation des effectifs. Les uns après les autres, les responsables syndicaux se sont passés la parole pour des discours vagues.

Quant aux problèmes concrets sur l'hôpital : rien n'a été dit. Lorsqu'enfin, un ASH a rappelé les menaces de licenciement pour celles qui n'avaient pas leur certificat d'étude, le responsable CGT lui a vite coupé la parole pour lui dire qu'il y avait des années que la direction en parlait, et qu'elle n'avait jamais rien fait. Oui, mais la différence, ce sont les lettres qui inquiètent les travailleurs. De l'inquiétude des travailleurs, cette responsable ne s'en soucie pas. Les uns après les autres, les travailleurs sont partis avec le «c'est toujours pareil» aux lèvres. Seuls quelques militants se sont rendus au meeting.

Mais des militants CFDT sont bien décidés à ne pas en rester là. Déjà au dernier conseil, une grande majorité était d'accord pour reconnaître que nous sommes concernés par les licenciements. Les discussions vont bon train. Nous sommes en train de faire une enquête pour savoir quelles sont celles qui sont menacées.

Nous sommes décidés à mener une lutte de classe sans merci contre les licenciements. Les travailleurs de l'hôpital tireront les leçons de la position et des actes des chefs syndicaux.

Correspondant de l'hôpital.

Cherbourg

Echec à Durafour

UN DELEGUE CFDT REINTEGRE APRES SON LICENCIEMENT

Un délégué CFDT, licencié et réintégré après deux ans de procédure, a repris lundi matin son travail à l'Union industrielle d'entreprise de Cherbourg.

M. Bernard Joly, accompagné de plusieurs responsables des syndicats CFDT de métaux de Cherbourg, s'est présenté dans la matinée sur les chantiers de l'«UIE» où il a repris son travail de grutier.

M. Joly, avait été mis à pied en juin 1974, après avoir été nommé délégué de la CFDT. Malgré une dé-

cision de réintégration prise par l'inspection du travail de Cherbourg, la direction confirmait son licenciement, d'autant plus que Durafour, alors ministre du travail, saisit à l'époque, avait décidé d'annuler la décision de l'inspection du travail.

L'ouvrier-grutier se tournait alors devant le tribunal administratif de Caen qui ordonnait, le 6 novembre dernier, sa réintégration, les motifs invoqués pour son licenciement n'ayant pas été jugés valables.

M. Joly a en outre obtenu une indemnité.



informations générales

La campagne de soutien à l'Humanité Rouge

EN AVANT POUR LES 25 MILLIONS

Nous publions aujourd'hui la suite de la liste de souscription dont le montant s'élève au 31 décembre à 13 236 F. La vente militante des calendriers que nous avons diffusé et qui sont totalement épuisés devrait représenter environ 30 000 F de souscription. La ne représente qu'une faible...

ble part des 25 millions (250 000 F) et la souscription reçue est très loin de nous permettre d'atteindre cet objectif. Or cette somme nous en avons absolument besoin, bien sûr, pour pouvoir continuer à sortir notre journal prolétarien avec toutes les dépenses que cela entraîne.

Nous demandons à tous nos lecteurs de nous faire parvenir au fur et à mesure chaque semaine, sans attendre d'avoir réuni de grosses sommes, les souscriptions recueillies, et le «règlement-calendriers», de manière à pouvoir régler nos fournisseurs. Nous appelons également nos camarades, amis et lecteurs à redoubler d'efforts...

forts dans cette bataille financière et à prendre toutes les initiatives susceptibles de mieux faire connaître notre journal et de renforcer son soutien par les masses. Toutes ces initiatives, tracts divers, explications au porte à porte, prises de parole au porte-voix à la porte des usines, sur les marchés, doivent viser à faire comprendre aux travailleurs la nécessité de soutenir leur journal, seul journal authentiquement prolétarien en France, et de renforcer aussi le caractère de masse du soutien.

Mais le plus important pour remporter la bataille des 25 millions et élargir l'audience de l'«Humanité rouge» c'est sans conteste les discussions approfondies que nous devons avoir avec nos camarades de travail auxquels nous sommes liés quotidiennement et sur la base de la lutte de classe. Il est indispensable pour mener cette bataille que vous nous envoyiez des articles racontant les initiatives que vous avez prises, les difficultés rencontrées, les problèmes surmontés. Faites nous part également de toutes les remarques, critiques et suggestions concernant l'«Humanité rouge» et aussi de vos propositions.

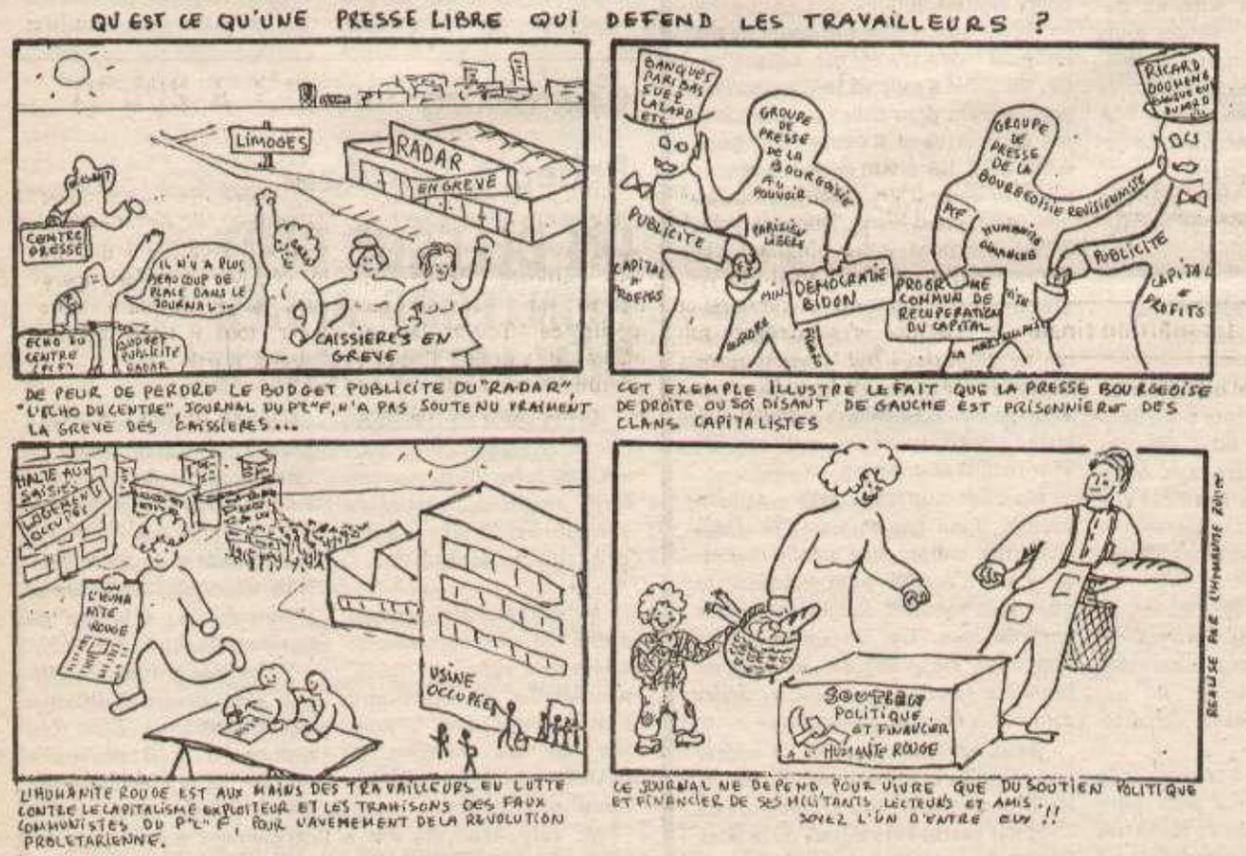
Liste de souscription

jusqu'au 31 décembre 1976

Table with 4 columns: Name, Amount, Name, Amount. Lists subscribers like UG Supplément calendrier, RJP, Suppl à réab. HR, etc.

TARIFS D'ABONNEMENTS. Table with 2 columns: Pli ouvert, Pli fermé. Lists rates for 1, 3, 6 months and support.

Table with 2 columns: Name, Amount. Lists subscribers like CDHR Politzer, J. Lahaut, Suppl. à réab. ML, etc.



Rodez (Aveyron)

Les élèves-infirmiers (ères) en grève

Les élèves de l'hôpital Combarel en sont à leur deuxième semaine de grève. Elle ne veulent plus servir de personnel d'appoint, de personnel sous payé, à qui on impose souvent durant les stages de temps plein d'assurer la responsabilité d'un service.

des autres écoles d'infirmières. Maintenant elles font des stands sur le marché et elles appellent la population à soutenir leur lutte. Car tout le monde est concerné. En effet ce n'est pas seulement leurs intérêts qu'elles défendent mais aussi la santé de tous les travailleurs. D'autre part, durant la lutte les élèves ont pris conscience que la solution à leurs problèmes ne se trouve pas dans une meilleure structuration de leur école, mais dans la remise en question du système capitaliste.

Correspondant HR

L'école au service du capitalisme

On nous fait étudier jusqu'à 19-20 ans pour être des chômeurs ou des ouvriers à bon marché. C'est ainsi qu'au CET annexe au lycée technique Mermoz à Montpellier, dans une classe de

le rang des chômeurs du moins celles qui s'inscrivent à l'ANPE où on leur propose comme solution de faire une formation professionnelle alors qu'elles venaient d'en finir une.

sténo-dactylo-correspondancières de 30 élèves filles, en juin 76, une seule réussit son BEP et les autres durent chercher un emploi. Seulement 3 trouvèrent du travail dont une dans son métier.

C'est ainsi que dans le capitalisme, les écoles sont faites pour nous préparer à être une main d'œuvre exploitable à bon marché.

Pour une école au service du peuple, unité étudiants-ouvriers-paysans, contre le capitalisme sanguinaire ! Une militante de la JCMFL.

Les autres allèrent grossir

Répression

Un étudiant condamné pour une inscription murale

Pendant les manifestations étudiantes du printemps dernier qui a vu les étudiants en lutte contre le projet Soisson, des inscriptions murales ont été faites à Limoges et un étudiant a reconnu avoir participé à une bombage. Le 30 novembre, le procureur avait demandé :

comité de soutien s'est formé et s'est engagé à populariser l'événement par une distribution de tracts en milieu étudiant. Le comité de soutien avait décidé de continuer la lutte en organisant une assemblée générale si la demande du procureur était satisfaite et avait appelé à la présence de tous le jour du verdict.

- 8 jours de prison avec sursis
- 4 000 F d'amende et de dommages et intérêts
- demande d'inscription au casier judiciaire

Le 13 décembre, l'étudiant a été condamné à 1 500 F d'amende. Il n'a finalement pas fait appel, estimant que cela constituait déjà un recul important.

A la suite de ce jugement auquel l'accusé ne participait pas (son travail l'empêchait de s'y rendre), un

Dans cette affaire, l'UNEF, le SGEN auquel l'accusé est affilié et le SNES ont refusé toute aide.

PÉKIN INFORMATION 1 an - 52 Nos - 21,00 F

Initiative des militants de Vitry-sur-Seine : cette bande dessinée au dos d'un tract expliquant la nécessité de soutenir «L'Humanité rouge».



culturel

«Victoire à Entebbé»

Un film raciste et sioniste

Un film trompeur

Un avion d'Air France, à son bord 258 passagers la plupart d'origine israélienne, à son bord aussi deux arabes aux têtes particulièrement patibulaires, l'air tendu. La caméra s'attarde sur deux allemands aux traits particulièrement durs (yeux bleus, grands, cheveux très blonds) : le type aryen. L'amalgame sera plus facile par la suite avec les nazis.

Un drame humain

Tout d'un coup c'est le début de la tragédie. L'Allemand blonde se lève grenades et révolver dans les mains - le détournement commence. Réaction diverses des passagers longuement décrites. Cet officier de réserve de l'armée sioniste qui lui a été de toutes les guerres ne se laissera pas faire comme ça par les arabes. Cela donne lieu à de longs développements sur l'israélien supérieur membre du peuple élu... Pour le calmer et l'occuper les autres passagers lui font raconter toutes les expéditions militaires des sionistes auxquelles il a participé... Le ton est donné.

Bref une «tragédie humaine» qui se noue à des milliers de mètres d'altitude.

Jouer sur la corde sensible (une ficelle usée).

Tout va être fait pour conditionner le spectateur et pour lui faire souhaiter l'expédition militaire sioniste. D'abord les images des otages parqués dans les hangars du vieil aérodrome d'Entebbé en proie à une chaleur étouffante le jour, au froid très vif la nuit, en proie à l'arrogance du commando les terroristes déambulant au milieu des passagers l'œil triomphant et provocateur.

La caméra se transporte en Israël, montre l'angoisse des familles de passagers, montre même des manifestants qui prennent d'assaut les ministères pour exiger une action rapide. Enfin on nous montre le cabinet des ministres, des ministres aussi terriblement humains déchirés entre la «raison d'État» et la nécessité de sauver les vies humaines.

Rabin refusant de prendre les risques d'une aventure militaire qui mettrait fin à sa carrière politique. Contre lui Shimon Peres, le Ministre de la guerre; pour lui

te Entebbé, c'est amener Israël à faire des concessions de plus en plus importantes à ses ennemis. Malgré l'opposition du Premier ministre en grand secret, Peres étudie les possibilités de débarquement à Entebbé.

La tension s'accroît à Entebbé. Les jours se suivent ponctués par les visites d'Amin Dada. Ce qui donne l'occasion au réalisateur de présenter les dirigeants du Tiers Monde comme des tyrans fantasques et sanguinaires.

bilise l'état major, les agents de la Mossad, service secret israélien sont contactés.

A Entebbé l'épidémie gagne les passagers qui font des crises de nerfs ou restent prostrés dans l'apathie. Une vieille dame doit être hospitalisée, une jeune fille Nadia Israël (qui jouait dans «L'exorciste») écrit en sanglotant sa lettre d'adieu à ses parents, tous attendent la «solution finale», qu'on leur dise de monter dans l'avion bourré d'explosifs avant de le faire sauter comme dans les camps de concentration.

Grâce aux otages libérés, les sionistes recueillent de nombreux renseignements sur le nombre de soldats ougandais, sur les lieux, sur la disposition de l'aérogare. De plus les israéliens ont construit l'aéroport d'Entebbé, ils disposent donc de toutes les données techniques nécessaires. Jonathan Natanyahue, tinton sioniste, tête ronde cheveux bouclés commande l'entraînement intensif, sous le soleil de Sinaï (tout un symbole). Deux jours de préparatifs pour 50 minutes d'opération à 4 000 km de la base de départ.

Et toujours les «terroristes» allemands, le visage dur, se délectant du malheur de ces pauvres otages. Un des plus vieux passagers retrouve sa chemise et montre à l'Allemand son matricule du camp de concentration en lui disant : «Vous êtes nazi !» L'amalgame entre allemand-nazi et Palestinien est développé tout le long du film.

Les cows-boys sionistes

3 Hercules Lockheed C 130 bourrés d'hommes, de matériels dont plusieurs Land Rover. Une grande Mercedes noire simulant celle d'Amin Dada sortit du ventre d'un cargo militaire et s'avança vers l'aérogare suivi des Land Rover (bourrées de sionistes), Land Rover qui, à Kampala, transportent les gardes du corps d'Amin Dada.

Surprenant tout le monde les sionistes ont tôt fait d'éliminer le commando tuant au passage quelques otages par erreur. En un éclair, les Migs ougandais sont la proie des flammes.

Une ombre à ce tableau Jonathan Natanahue tombe tué par un tireur ougandais. (les meilleurs s'en vont les premiers). Et bientôt tout le monde peut embarquer dans le ventre protecteur des avions-cargos, pêle-mêle, soldats et passagers dans la fraternité.

Qui sont les racistes qui sont les terroristes ?

Les auteurs du film prennent une action réelle, la coupant de son contexte et la retranscrivant sur le mode du film d'action. Tout ceci a un but évident : il s'agit de tirer les larmes des yeux en tentant d'apitoyer les gens sur le sort de pauvres sionistes «victimes» des Palestiniens qu'on voudrait faire passer pour des nazis.

Faire passer le blanc pour le noir

Depuis trente ans, c'est six millions de Palestiniens qui sont les otages des sionistes, six millions de Palestiniens qui sont parqués dans des camps après avoir été chassés de leur terre.

Le film essaie de démontrer que l'antisémitisme, c'est pareil que l'antisémitisme. Alors ceux qui pratiquent la politique d'Hitler aujourd'hui, ce sont les

sionistes dans leur État raciste, basé sur la notion de race juive. On demande un certificat de religion des ascendants avant de décerner la nationalité israélienne. Les sionistes adoptent même une politique ségrégationniste vis-à-vis des juifs sépharades venus d'Orient (juifs de seconde zone qui ressemblent aux Arabes). La politique des sionistes c'est la même que celle de Vorster en Afrique du Sud.

Et tous les films sionistes n'empêcheront pas la lutte du peuple palestinien de se développer dans les territoires occupés. Tous les films sionistes n'empêcheront pas Israël de se trouver de plus en plus isolé au niveau international, mis au banc des peuples, sous les coups de la lutte des pays du tiers monde. N'est-ce pas Nixon qui avait commandé un film dans ce genre sur le Vietnam : «Les berets verts» ? Avec John Wayne. Quelques mois plus tard, les G.I's défilaient en catastrophe du Vietnam !

Une fermeture d'usine

50 licenciements ... vus à travers le téléphone rose

Dimanche sur TF1 à 20h30

A Toulouse, un industriel Castejac doit vendre son usine aux Américains s'il veut survivre. Voilà un patron qui n'avait pas mérité ça. Toutes les semaines il entraîne l'équipe de rugby de la ville. Il est au mieux avec le délégué syndical : Bastide à qui il «paye un pot» de temps en temps.

Que va-t-il se passer, une occupation d'usine ? A la télévision ? Castejac, l'ami des ouvriers monte à Paris. Pour faciliter la signature du contrat, la firme américaine le traite «somp tueusement». Call girl de chez Mme Claude et hôtel Georges V. Tandis qu'on envoie un ingénieur jeune et dynamique «assainir» l'entreprise (lire licencié 25 % du personnel), Castejac à qui «tout claqué dans les doigts» va se raccrocher à la call

girl après de nombreuses péripéties. Les licenciements ? Bagatelle ! Bastide le délégué va «s'arranger» avec le jeune cadre. Sans grève, tout à l'avantage de la boîte américaine.

Dans ce film, les femmes sont montrées comme des à côtés qui facilitent les affaires sérieuses entre hommes, les travailleurs : de grands enfants turbulents avec qui on peut s'arranger. Les patrons sont présentés comme des victimes des Américains. L'usine licenciée vingt cinq pour cent du personnel et c'est le patron qui a du vague à l'âme. Comme le film de Claude Sautet «Mado», ce film tend à inculquer qu'il n'y a pas de conflit de classe mais seulement des hommes et des femmes qui ont du vague à l'âme... et du fric.



libérer les cinquante plus dangereux «terroristes» c'est créer à terme cinquante

La solution finale

Mardi Wilfried Boese, le terroriste allemand réparti dans une salle les juifs, dans l'autre salle les non juifs, la répétition des camps de concentration. Le jeudi, c'est la libération de 50 passagers (non juifs) qui s'embarquent pour Paris. L'ultimatum est repoussé de deux jours.

Services secrets technique et dollars

La libération des otages, la prolongation de l'ultimatum va faire renaitre l'espoir chez les milieux militaires sionistes. Shimon Peres mo-

Le film fraîchement accueilli en Italie

Au moins 2 livres dont un traduit par Gérard de Villiers (l'auteur de SAS), 3 films (2 américains, un sioniste) sont parus. Décidément on n'a pas lésiné sur les moyens.

Mais le soutien des peuples à la cause palestinienne ne se dément pas. Ces films auront bien du mal à rester à l'affiche.

En Italie, à Rome et à Milan, c'est des cocktails molotov et des manifestations qui ont accueilli le film «La longue nuit d'Entebbé». Des vitrines de cinéma où étaient exposées les photos ont été détruites à coup de marteau, le public a été invité à boycotter le film.

L'Humanité Rouge

La Chine après Mao Tsé-toung, impressions de voyage

L'ILE AUX TRESORS

Après une escale à Canton où il faisait déjà chaud nous voici arrivés à Haikou, le chef-lieu de l'île de Hainan. Nous sommes fin novembre et la température est douce, plus de 20 degrés. Il y a quelques heures seulement à Pékin, c'était l'hiver, moins de zéro degré.

L'île de Hainan est avec les archipels Nansha et Sicha la région la plus méridionale de la Chine. C'est la plus grande île chinoise après Taiwan, elle a une superficie de 34 000 km² : la distance du nord au sud de l'île est d'environ 300 kms et de l'est à l'ouest d'environ 400 kms.

Au centre de l'île, de hautes montagnes tracent une ligne de démarcation entre le climat subtropical et le climat tropical.

A l'aéroport d'Haikou, des camarades du Comité permanent du Comité de parti de l'île sont venus nous accueillir avec une joie sincère. A leur tête, le camarade Sieou, un vieux camarade dynamique qui n'a nullement l'air de porter le poids des ans. Et pourtant ce camarade a une vie de luttes dures derrière lui : notamment 24 années de guérilla.

Ici dans l'île la guérilla contre le Kuomintang a débuté en 1926 ; dès le début le camarade Sieou fut à sa tête. C'est ici à Hainan qu'est né le fameux détachement féminin rouge connu dans le monde entier par l'opéra et le film qui en retracent l'histoire. Ce détachement féminin rouge était placé sous la direction du camarade Sieou. Depuis la Libération de l'île en 1950, le camarade Sieou dirige la lutte pour l'édification socialiste, c'est à dire pour le renforcement de la dictature du prolétariat sur le plan politique et le développement de la production sur le plan économique. Autant dire que ce camarade, lui non plus n'est pas né de la dernière pluie : comme tous les camarades du Comité de parti de la province du Kuangtong et du Comité de parti de l'île qui nous entourent, il possède une très riche expérience de la lutte de classe, de la lutte armée et de la lutte entre les deux lignes dans le parti. Des choses bonnes encore une fois à rappeler : car, quand un tel camarade prend la parole pour dénoncer avec force la « bande des quatre », saluer leur élimination par le Comité central du Parti et se féliciter de la nomination du camarade Houa Kouo-feng comme président du Parti, il est aisé de comprendre qu'il ne s'agit pas d'un simple discours de circonstance mais bien d'une intervention politique fondée sur l'expérience des méfaits de la bande des quatre dont nous allons entendre parler à plusieurs reprises au cours de notre séjour à Hainan.

Les camarades responsables de Hainan nous ont prévu une riche visite, extrêmement heureuse d'accueillir des camarades français pour la première fois. Ils ont tenu à ce que nous voyions le maximum de choses. De telle sorte que nous allons parcourir 900 kms en cinq jours, faisant près de 200 kms chaque matin pour visiter une localité différente chaque après-midi :

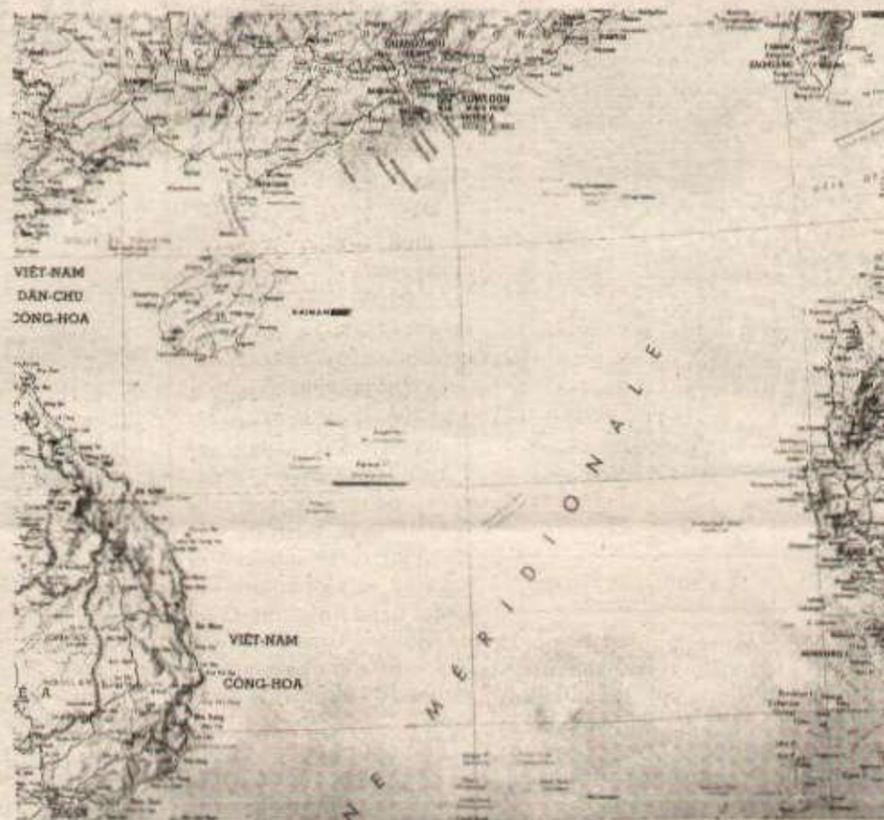
nous sommes comblés, d'autant qu'au programme figurent deux étapes dans la région autonome des minorités nationales Li et Miaos.

Après une nuit passée à Haikou, nous voici donc partis pour notre première étape : Simlong, une ferme d'État dans la partie est de l'île.

Nous regardons avec une curiosité insatiable par la vitre essayant de tout graver dans nos mémoires : le paysage verdoyant avec ses innombrables rizières, les cocoteraies, les plantations d'hévéas et surtout les travailleurs, nombreux et actifs : de ce côté là, le visage de la campagne chinoise donne l'impression d'être partout la même : celui d'un vaste chantier où il y a beaucoup à faire, où chacun est occupé à sa tâche avec sérieux mais aussi l'esprit détendu.

Nous verrons des ports ou des canaux en construction. Certaines équipes travaillaient. D'autres, assises, discutaient et étudiaient pendant une pose.

Ici on voit des femmes qui goudronnent la route, la bouche et le nez protégés par des masques de tissu ; là des enfants poussent devant eux des buffles en mâchant de la canne à sucre tandis que, dans les champs, flottent des drapeaux rouges ; images fugaces et répétées dont nous nous souviendrons lorsque nous entendrons le bilan général mais significatif de 26 années d'édifi-



cation socialiste : on appelle l'île de Hainan, l'île aux trésors, tant sont riches ses ressources naturelles. Mais dans cette île aux trésors, avant la Libération, c'était la misère, les maladies et l'oppression multiforme des propriétaires fonciers et du Kuomintang.

Bien sûr, aujourd'hui, les conséquences

force dans un état arriéré de conquérir son indépendance et de marcher à grands pas vers une économie développée.

Et encore faut-il faire le décompte des sacrifices volontaires du parti communiste et du peuple chinois consacrés à l'aide à la révolution mondiale.

Malgré ses besoins, le peuple chinois



Le camarade Jurquet avec le camarade Sieou, vétéran du PCC, ancien dirigeant de la guérilla dans l'île.

de l'oppression féodale et impérialiste ne sont pas complètement effacées : la Chine est encore un pays en voie de développement. Cela il faut le savoir pour bien comprendre et apprécier le contenu révolutionnaire de la ligne du Parti communiste chinois dirigé par le président Mao et aujourd'hui par le camarade Houa Kouo-feng : cette ligne est l'unique voie qui a permis à un pays maintenu par la

n'a jamais hésité à aider largement les peuples révolutionnaires du monde entier : le soutien en armement aux mouvements de libération nationale, comme le soutien économique à des pays du tiers monde sont fournis gratuitement ou à titre de prêts sans intérêt. De plus, le président Mao Tsé-toung a recommandé au peuple chinois de contribuer encore plus à la révolution mondiale. Et beaucoup de camarades chinois soulignent d'ailleurs qu'aujourd'hui, les responsabilités de la Chine vis-à-vis de la révolution mondiale sont encore plus grandes. Voilà qui permet de mieux comprendre : lorsque le Comité central du Parti communiste chinois insiste sur la nécessité de faire la révolution tout en développant la production, il y va des intérêts non seulement de la dictature du prolétariat en Chine mais aussi de la révolution mondiale.

Et lorsque le camarade Chou En-lai a tracé comme objectif de porter la Chine au premier rang sur le plan mondial d'ici à la fin du siècle il s'agissait aussi d'un effort gigantesque demandé au peuple chinois pour accélérer la révolution mondiale. Cela est simple à comprendre pour tout travailleur.

Surtout ici à Hainan, d'où partaient des bateaux chinois apportant de l'aide au peuple vietnamien et d'où plusieurs avions américains furent abattus.

La « bande des quatre » considérait l'effort de production comme révisionniste par nature. Plusieurs secrétaires de comités de parti nous le diront : « Si on prenait des initiatives dans la production, alors on se faisait taxer de responsable engagé dans la voie capitaliste. Cela nous paralysait et cela a fait baisser ou stagner la production ».

Et certains camarades reprennent le mot de Tcheng Yong-kouei, le célèbre dirigeant de Tatchai devenu membre du Comité central et vice-ministre de l'Économie : « Si la "bande des quatre" avait continué à dominer, on n'aurait bientôt même plus eu de pantalons ».